



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 7 au 13 février 2020

Le 14 février 2020

## Résumé

**Afghanistan** : Le ministère du Commerce a annoncé une nouvelle stratégie de soutien au secteur exportateur.

**Bangladesh** : Macro-économie : Les échanges commerciaux franco-bangladais franchissent le cap des 3 Mds € en 2019. IDE Inde – Adani Group développera la première zone économique exclusive indienne. Énergie – Le projet d'oléoduc Inde-Bangladesh est validé.

**Bhoutan** : Les transferts des migrants ont chuté de 13% à 2,6 Mds Nu (41 M€) en 2019.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Les prix à la consommation accélèrent de nouveau en janvier. L'indice des prix à la consommation. La production industrielle rechute de nouveau en décembre. Les arrivées de touristes étrangers ont progressé en 2019. Le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a retiré l'Inde des pays éligibles aux exemptions de mesures compensatoires sur les subventions à l'export.

*Finances publiques* : Le gouvernement annonce des retards quant au versement des compensations aux États au titre de la GST.

*Politique monétaire et financière* : Le solde des flux de portefeuille retrouve un solde positif en 2019. La modération du cycle de crédit se confirme en décembre.

**Maldives** : Ouverture accrue des Maldives aux investissements étrangers.

**Népal** : Le gouvernement indien aurait exempté le Népal des droits de douane supplémentaires sur l'huile de palme raffinée.

**Pakistan** : L'Union européenne publie son troisième rapport d'évaluation du Système de Préférences Généralisées (SPG+). Les transferts d'expatriés enregistrent une légère hausse sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20. Les dépenses d'investissement au cours des sept premiers mois de l'exercice 2019/20. La dette circulaire du secteur de l'énergie poursuit son envolée. Moody's maintient ses perspectives relatives au système bancaire pakistanais à stables. L'AFD octroie un don de 0,5 MEUR dans le secteur de l'énergie.

**Sri Lanka** : Visite du Premier ministre en Inde. Mission d'évaluation économique du FMI.



## AFGHANISTAN

- **Le ministère du Commerce a annoncé une nouvelle stratégie de soutien au secteur exportateur.** Composante essentiel du programme pour le commerce, la croissance économique et la coopération régionale, financée par l'Union Européenne dans le cadre de la stratégie nationale pour la paix et le développement.

Le document s'articule autour des thématiques de la promotion des investissements, de la diversification et du développement socio-économique et prévoirait, à cette fin, un renforcement de la coopération entre secteurs public et privé, mais également du régime de protection des investisseurs. Les catégories fruits secs et frais, le safran, les tapis et les pierres précieuses et semi-précieuses seraient identifiés comme stratégiques et pourraient faire l'objet de mesures spécifiques au vu de leur potentiel. La création de guichets uniques serait par ailleurs envisagée en vue de simplifier les procédures d'exportation et devraient progressivement se généraliser.

Le ministre afghan de l'Industrie et du Commerce, Ajmal Ahmady, a déclaré : « Cette politique commerciale nationale occupe une place centrale dans la transformation de l'orientation des secteurs productifs de l'économie vers la production et l'exportation de produits à forte valeur ajoutée afin que le plein potentiel du marché exportateur soit réalisé. Le document de politique décrit les principes et les stratégies clés qui guideront l'intégration stratégique de l'Afghanistan dans les marchés mondiaux ».

On rappellera au niveau régional que le secteur exportateur afghan se heurte aux restrictions imposées par le Pakistan lors du transit des exportations de marchandises en direction de l'Inde, dont il représente l'un des principaux partenaires commerciaux. A cet égard, de nombreux camions originaires d'Afghanistan seraient actuellement bloqués au poste frontalier de Waga par les autorités pakistanaïses.

## BANGLADESH

- **Macro-économie : Les échanges commerciaux franco-bangladaïses franchissent le cap des 3 Mds € en 2019.** A l'instar de la plupart des pays membres de l'Union Européenne, la France souffre d'un déficit abyssal de sa balance commerciale avec le Bangladesh. Notre déficit s'est creusé de 158% en dix ans, passant de -1052 M€ en 2010 à -2713 M€ en 2019. Pour autant sur cette période, nos exportations ont davantage progressé que nos importations (respectivement de 226% et 163%). 2019 est une nouvelle année record (après 2018) pour nos échanges, qui franchissent le cap des 3 Mds€ (3240 M€, +10%) ; la progression continue de nos importations (+14%) compense un recul de 21% de nos exportations, qui ne confirment pas la forte poussée enregistrée en 2018 (+73%).

Notre déficit structurel se creuse à un niveau record depuis dix ans, à -2 713 M€, et notre taux de couverture retombe de 13% en 2018 à 9% en 2019. Après avoir franchi pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis dix ans le cap des 300 M€ en 2018, nos exportations ont régressé de 21% l'an dernier, passant de 331,6 M€ à 263,4 M€.

Dans la zone Asie du sud, le Bangladesh se classe troisième comme pays client, loin derrière l'Inde (5358 M€) et le Pakistan (396 M€), mais devant Sri Lanka (116 M€), voire Myanmar



(149 M€). Nos importations réalisent un nouveau record, progressant de 14% pour s'élever à 2976 M€. En 2009, nos importations étaient encore inférieures à 1 Mds € ; le cap des 2 Mds € a été franchi en 2015 et maintenu depuis ; sur la tendance actuelle, nos achats vont largement dépasser les 3 Mds € en 2020. La filière « Textiles, habillement, cuir et chaussures » correspondait à 932 M€ d'achats en 2009, 2095M€ en 2015 et 2932 M€ en 2019 ; elle représentait l'an dernier (comme en 2009) plus de 98% des importations en provenance du Bangladesh. Traditionnellement élevé du fait de la place privilégiée du Bangladesh dans nos achats de textile-habillement, notre déficit commercial s'est creusé de 19% en 2019 (-2 713 M€ contre - 2276 M€ en 2018). Au total, nos échanges progressent l'an passé de 10% pour atteindre 3240 M€, un niveau record depuis dix ans.

- **IDE Inde – Adani Group développera la première zone économique exclusive indienne.** Le géant indien ADANI Group ([www.adani.com/](http://www.adani.com/)) a annoncé cette semaine son intention de développer la première zone économique exclusive indienne. Elle se situera sur le site de Mirsarai, à Chittagong et les travaux, qui débiteront d'ici juin 2020, bénéficieront d'un financement à hauteur de 278 M\$ dans le cadre de la troisième lettre de crédit indienne (dont l'enveloppe de 4,5 Mds\$ attribuée en 2017 n'a pas encore été entamée). Cette *India Special Economic Zone* (ISEZ) devrait attirer plusieurs milliards de dollars d'investissements indiens, possiblement dans les secteurs des nouvelles technologies, de l'automobile, du textile et du cuir. Cela augmentera fortement les IDE indiens dans le pays, notoirement faibles. L'Inde est seulement le 10<sup>ème</sup> pays en termes d'IDE au Bangladesh en FY2018-19. Elle a investi 603 M\$, loin derrière le trio de tête Etats-Unis (3688 M\$), Royaume-Uni (2296 M\$) et Chine (2009 M\$) ; ses actifs sont principalement situés dans les télécommunications (157 M\$ - Bharti Airtel, actionnaire de ROBI), les banques (122 M\$ - State Bank of India) et l'industrie textile (87 M\$). Adani Group s'est associé en janvier 2019 à WILMAR INTERNATIONAL, 1er groupe agro-industriel d'Asie ([www.wilmar-international.com/](http://www.wilmar-international.com/)) et n°1 mondial de l'huile de palme et de l'huile de coco, pour un projet industriel de 400 M\$ à Mirsarai.

ADANI réalise un chiffre d'affaires annuel de 13 Mds\$ ; le groupe exploite dans l'Etat du Gujarat le *Mundra Economic Hub*, gigantesque parc industriel portuaire de 15.000 ha. Il prévoit également des installations portuaires à Mirsarai. Le gouvernement indien souhaite financer 500 M\$ pour développer trois zones économiques au Bangladesh pour ses investisseurs: outre Mirsarai, deux autres sites sont envisagés à Bheramara (Kushtia) et à Mongla. Les autorités bangladaises espèrent ainsi rééquilibrer leurs échanges commerciaux bilatéraux: en FY 2018-19, le Bangladesh a exporté pour 1,24 Mds\$ de biens et importé pour 7,64 Mds\$.

- **Energie – Le projet d'oléoduc Inde-Bangladesh est validé.** L'*Executive Committee of the National Economic Council* (ECNEC) de la Primature a validé début février le projet d'oléoduc (*India-Bangladesh Friendship Pipeline*) qui permettra à terme de relier la raffinerie de Numaligarh Refinery Ltd à Siliguri (nord du Bengale Occidental indien, à 5km de la frontière) et le dépôt de Parbatipur (nord-ouest du Bangladesh). Long de 130 km, l'oléoduc devrait acheminer jusqu'à 250 000 tonnes de diesel par an, avec une capacité pouvant être portée à 400 000 tonnes. Le coût de ce projet est estimé à 3,06 Mds Tk (33 M€).

Meghna Petroleum Limited (filiale de la Bangladesh Petroleum Corporation), va acquérir les terrains nécessaires pour construire le tronçon de 125 km situé sur le territoire bangladais d'ici juin 2022. Ce projet vient compléter la présence indienne dans le secteur des hydrocarbures après qu'une société pétrolière et gazière indienne, ONGC Videsh Ltd, a reçu le feu vert des autorités en janvier 2020 pour commencer à forer un puits d'exploration offshore (SS-04).



ONGC s'est engagé à effectuer des enquêtes sismiques (2D) et un puits d'exploration dans le bloc SS-04 et devra forer deux puits d'exploration dans le bloc SS-09 d'ici février 2021. La concession de ces deux blocs obtenue en 2014 pour 5 ans a été prolongé de 2 ans jusqu'en 2021.

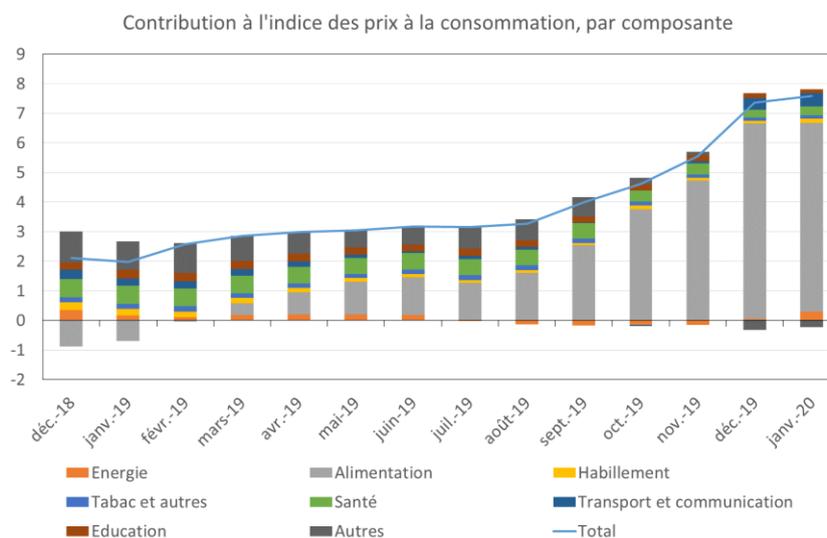
## BHOUTAN

- **Les transferts des migrants ont chuté de 13% à 2,6 Mds Nu (41 M€) en 2019.** Ils marquent une nette baisse après avoir connu une forte expansion en 2018 (+ 55% pour rappel) selon l'Autorité monétaire (RMA). Cette amoindrissement est principalement imputable au recul des transferts libellés à la fois en euro (- 60%) mais également en dollars australiens (- 30%) ; les transferts en dollars américain ont en revanche progressé de 22% à 24 M\$ dans un contexte où la devise bhoutanaise s'est appréciée d'un peu plus de 3% face à l'USD sur l'année 2019. Les transferts libellés autres devises ont représenté moins de 1% des entrées totales.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

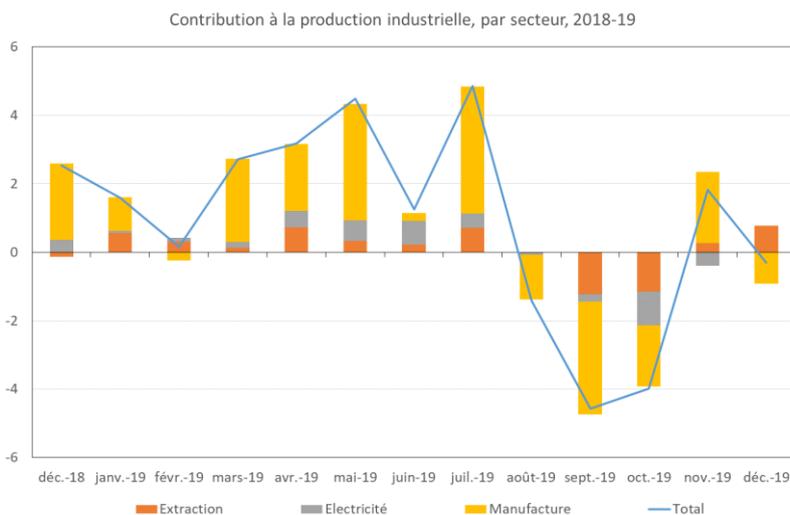
- **Les prix à la consommation accélèrent de nouveau en janvier.** L'indice des prix à la consommation s'élève ainsi à 7,6 % selon les données publiées par le Bureau des statistiques, contre 7,4 % un mois plus tôt, et demeure ainsi au-deçà de l'objectif de moyen terme fixé par la Banque centrale (+4 %, dont une borne de 2 points). L'Institut d'émission a, pour mémoire, estimé lors du dernier Comité de politique monétaire que la hausse des prix à la consommation devrait s'établir à 6,5% au premier trimestre 2019.



**Ce regain des tensions inflationnistes demeure imputable à l'évolution des prix alimentaires.** Avec un essor de 12 %, l'inflation des denrées alimentaires demeure soutenue à l'aune de la nouvelle hausse marquée du prix des légumes (+50 % après +61 % en décembre) à l'instar de celui des légumineuses et des céréales (respectivement + 17 et + 5 %).

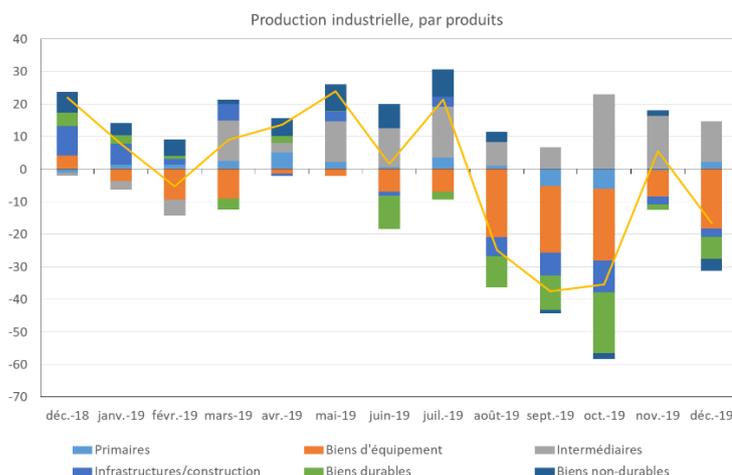


- **La production industrielle rechute de nouveau en décembre.** Après un mois de novembre marqué par un essor de la production, après notamment trois mois de baisse, le Bureau des statistiques a indiqué que l'indice avait chuté de 0,3 % un mois plus tard. Sur les 23 sous-secteurs manufacturiers étudiés par l'indice, 7 seulement enregistrent une croissance de leur production au mois de décembre, en glissement annuel.

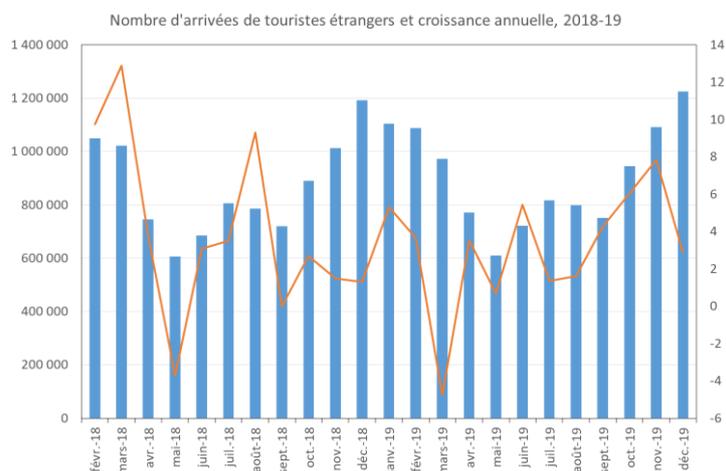


**Une contreperformance tribulaire du recul de la production de produits manufacturés,** qui représente 77 % dans le calcul de l'indice, avec une diminution de 1,2 % sur le mois (+2,7 % en novembre). La catégorie de machinerie voit sa production décroître de 22 %, comme celle de moteurs de véhicules (-12%) tandis que celle de métaux basiques et de pétroliers raffinés enregistrent une hausse, de respectivement 13 et 1,2 % en décembre.

**En termes d'usage, la production de biens d'équipement enregistre une baisse marquée :** elle chute ainsi de 18,2 % en glissement annuel, et demeure ainsi en territoire négatif depuis décembre 2018. Après une relative amélioration de la production de ces derniers en novembre (-8%), sa forte contraction semble traduire un nouveau recul de l'investissement sur le dernier mois de l'année 2019 alors que la persistance de stocks élevés, notamment dans le secteur automobile, contraint les décisions d'investissement des entreprises. La production de biens durables et non-durables affiche également des baisses (-7 et -4 % respectivement), tandis que celle de biens intermédiaires ressort en hausse de 12 %. Enfin, la production d'infrastructures enregistre une contraction de 2,6 % en décembre (en baisse pour le cinquième mois consécutif).



- Les arrivées de touristes étrangers ont progressé en 2019.** Le ministère du Tourisme, qui vient de publier ces chiffres pour l'année calendaire, a indiqué que les entrées de touristes étrangers, avaient enregistré une croissance de 3,2 % en glissement annuel. Ils s'élèvent ainsi à environ 11 millions de personnes, soit plus de 300 000 arrivées supplémentaires sur l'année calendaire 2019. De plus, le ministère du Tourisme a indiqué que ces revenus représentaient près de 7% du PIB alors que le secteur contribuerait au total à un peu plus de 10 % des emplois formels en Inde. Ainsi, les revenus liés à ces touristes étrangers aurait atteint 30 Mds \$ en 2019, en hausse de 4,8% en glissement annuel. Le ministère a par ailleurs annoncé que les arrivées de touristes étrangers avaient dépassé pour la troisième année consécutive la barre des 10 millions de personnes.



Le ministre du Tourisme a indiqué qu'il s'attendait à voir le secteur enregistrer une croissance très soutenue au cours des prochaines années. Ainsi, avec la mise en place de nouvelles politiques holistiques, au premier plan desquelles le développement rapide du *e-visa* et la possibilité de disposer, pour un nombre croissant de pays, d'un visa à l'entrée, le ministère a fixé pour objectif de doubler le nombre d'arrivées de touristes étrangers et les revenus issus du secteur sur les prochaines années.



- **Le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a retiré l'Inde des pays éligibles aux exemptions de mesures compensatoires sur les subventions à l'export.** Pour rappel, dans le cadre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SCM) de l'OMC, les pays-membres qui n'ont pas encore atteint le statut de pays développé bénéficient d'un traitement spécial quant aux mesures compensatoires. En effet, les pays les moins avancés et en voie de développement sont exemptés de compensation aux autres pays producteurs dans le cas d'une subvention à l'exportation.

En outre, le Congrès américain a délégué (en vertu du Tariff Act) à l'USTR la responsabilité de désigner les pays membres de l'OMC concernés par ces exemptions de compensations sous la forme d'une liste de pays publiée en 1998.

Ainsi, et alors que le Président Donald Trump devrait effectuer sa première visite en Inde fin février, l'USTR a déclaré cette semaine l'ancienne directive « obsolète » et proposé une nouvelle liste de pays avec notamment l'exclusion de l'Inde. En conséquence, et malgré un revenu national par habitant largement inférieur au seuil de 12 375 \$ (défini par la Banque mondiale pour les économies à revenu élevé), l'Inde est de facto considérée comme une économie avancée et en conséquence non-éligible aux exemptions de mesures compensatoires.

Alors que cette décision concerne d'autres économies, à l'instar de l'Afrique du Sud, du Brésil ou de l'Indonésie, cette mesure intervient dans un contexte de tensions commerciales vives entre les Etats-Unis et l'Inde, suite notamment au retrait de l'Inde de la liste des pays éligibles au Système Généralisé de Préférences (SGP).

#### FINANCES PUBLIQUES

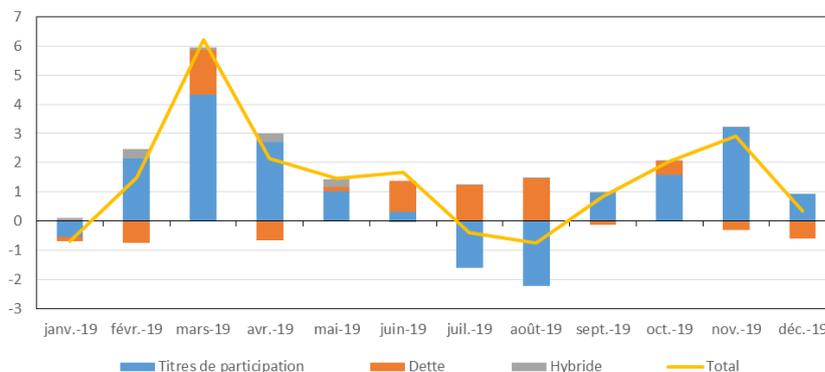
- **Le gouvernement annonce des retards quant au versement des compensations aux Etats au titre de la GST.** Suite à l'introduction du nouveau régime de fiscalité des biens et services (*GST Act*) en 2017, le transfert financier promis pendant cinq ans aux Etats fédérés pour compenser leurs pertes fiscales devrait pâtir de retards de paiements dans un contexte de sous-recouvrement des recettes fiscales des administrations centrales. Selon la déclaration de la Ministre des Finances, l'Etat central, qui accuse un retard significatif quant au versement de ces compensations (depuis septembre 2019), prévoit un allongement des délais de paiements pour l'exercice actuel 2020-21. Pour rappel, pour financer ces transferts, l'Etat central prélève, dans le cadre de la GST, une surtaxe (*cess*) sur les articles de luxe et les produits jugés nocifs pour la santé. Alors que la cible de déficit budgétaire a été revue à la hausse à 3,8 % (3,3 % prévue initialement), les autorités ont déclaré les recettes issues de la GST demeuraient insuffisantes pour financer ces transferts.

#### POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

- **Le solde des flux de portefeuille retrouve un solde positif en 2019.** Alors qu'ils indiquaient en 2018 des sorties nettes de 13 Mds €, les chiffres du registre central des titres de valeur (NSDL) font ressortir un an plus tard des entrées nettes de 18 Mds € en 2018.



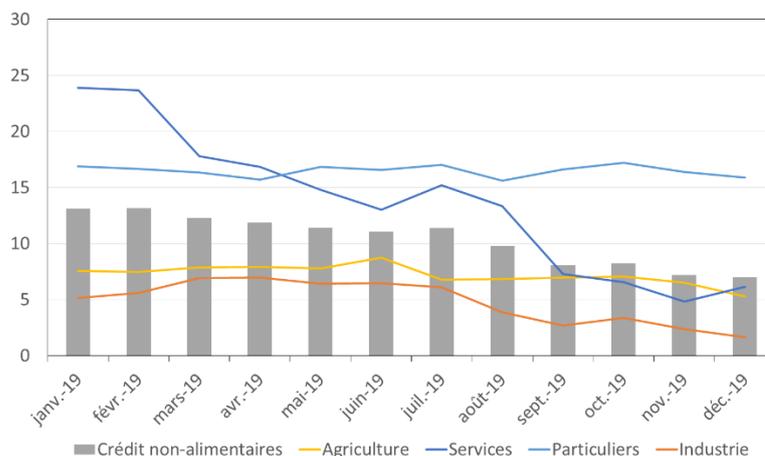
Evolution des flux de portefeuille (Mds €)



Les entrées les plus importantes ont été enregistrées lors des mois de mars et de novembre, avec respectivement un solde positif de 6 et 3 Mds € (voir ci-dessus). Elles se répartissent par ailleurs entre instruments de participation (13,3 Mds €) et de dette (3,5 Mds ₹) alors que les instruments hybride affichent un solde positif de 1,1 Md €. Leur hausse témoigne d'arbitrages de nouveau favorables à l'Inde suite au maintien à la fois du cours des hydrocarbures mais aussi de la roupie sur l'année calendaire. Cette situation semble également traduire l'orientation expansionniste des principales Banques centrales au sein des économies avancées.

- **La modération du cycle de crédit se confirme en décembre.** Selon les chiffres de la Banque centrale, les encours de crédit non-alimentaires progressent de 7 % en décembre, soit un nouveau ralentissement du rythme de croissance (voir ci-dessous).

Variation annuelle des encours de crédit, par composante



**Les encours accordés aux particuliers demeurent les plus dynamiques en décembre.** Ces derniers enregistrent une hausse de 16 % en glissement annuel, et représentent plus du quart des encours totaux (27%). Les crédits immobiliers, qui représentent la moitié des prêts personnels, enregistrent une croissance de 18 % à fin décembre en glissement annuel, alors que les prêts automobiles (10 % du total des encours accordés aux particuliers) affichent une reprise du rythme de croissance (+7,2 %).



**Le secteur industriel**, avec 32% des encours totaux, **voit les encours bancaires qui lui sont destinés progresser de seulement 1,6 % en glissement annuel**. A cet égard, les crédits destinés aux micros et petites entreprises industrielles (13 % du total) stagnent notamment (+0,1 %), alors que ceux alloués aux grandes sociétés de la branche (83 % du total) ressortent en hausse de 2 % en glissement annuel.

**Les crédits non alimentaires sont toutefois tirés à la hausse par l'allocation de crédits au secteur tertiaire**. Ces derniers, qui représentent 27 % des prêts totaux, enregistrent un essor de 6,2 % en décembre. Les crédits destinés au financement des activités commerciales, qui représentent 21,7 % des prêts alloués au secteur tertiaire, progressent de 6 %, contre 10 % un an plus tôt, tandis que ceux destinés aux entreprises financières non-bancaires (environ un tiers des crédits alloués au secteur tertiaire) enregistrent un essor de 28 %, largement inférieur au rythme affiché un an plus tôt (+55 %). En outre, les prêts destinés au **secteur agricole**, 13% des prêts totaux, progressent quant à eux de 5,3 %, contre 8,5 % un an plus tôt.

## MALDIVES

- **Ouverture accrue des Maldives aux investissements étrangers.** Le ministère du Développement économique a publié sa nouvelle politique sur les investissements étrangers. Sur les 119 secteurs économiques recensés, seuls 29 sont complètement fermés aux investisseurs étrangers. Les secteurs de la restauration, de la logistique et du commerce de détail restent fermés aux étrangers. Ces derniers peuvent détenir jusqu'à 100% du capital d'entreprises actives dans 36 secteurs d'activités, notamment l'hôtellerie. Cette nouvelle politique, qui concerne l'ensemble des investisseurs étrangers, est entrée en vigueur le 11 février. D'après le rapport de la Banque mondiale, *Doing Business 2020*, les Maldives sont classées 147<sup>ème</sup> pour ce qui concerne la protection des investisseurs minoritaires.

## NEPAL

- **Le gouvernement indien aurait exempté le Népal des droits de douane supplémentaires sur l'huile de palme raffinée.** En réponse à la nette hausse des droits de douane mis en place en janvier dernier par l'Inde vis-à-vis de ces importations d'huile de palme raffinée, afin de promouvoir son industrie locale, le Népal avait immédiatement annoncé des discussions avec les autorités indiennes à ce sujet. Ainsi, et selon des éléments rapportés par la presse, les autorités indiennes auraient approuvé de nouvelles licences d'exportations à des industriels népalais. Si les exportations népalaises d'huile de palme en direction de l'Inde demeurent encore contenues, le Népal bénéficie d'un accord commercial régional qui lui donne droit à une franchise de droits de douane sur plusieurs produits dont ce dernier. Ainsi, l'Inde redoute que cet avantage ne soit utilisé par des pays tiers pour avoir accès au marché indien et affecte in fine la production locale.

## PAKISTAN

- **L'Union européenne publie son troisième rapport d'évaluation du Système de Préférences Généralisées (SPG+).** Six ans après sa mise en place, le troisième bilan du SPG+ dressé par la Commission européenne souligne les progrès enregistrés par le Pakistan en matière de respect des 27 conventions internationales sur la bonne gouvernance, les droits de l'Homme,



l'environnement et les droits sociaux. Si le rapport met en avant des améliorations sur le plan législatif et institutionnel, il insiste néanmoins sur l'importance de la mise en œuvre effective de ces mesures sur l'ensemble du territoire (l'application des lois demeure un sujet de préoccupation ainsi que le rythme de mise en œuvre selon les provinces).

Pour mémoire, le SPG+ permet au Pakistan d'exporter depuis janvier 2014 91 % de ses lignes tarifaires en franchise de douanes vers l'Union pendant dix ans. Le Pakistan bénéficiait déjà du SPG, régime général, depuis 2008 et l'entrée dans le SPG+ a permis au Pakistan d'exporter notamment les vêtements et le textile à droit zéro vers l'UE (compte tenu de la faible diversification sectorielle des exportations pakistanaïses). Le Pakistan est le premier bénéficiaire du SPG+ et représente près de 75 % des imports européens sous régime SPG+. Par ailleurs, le taux d'utilisation de la facilité est de 96,5 % en 2018, ce qui est l'un des taux les plus élevés parmi les pays bénéficiaires. Au total, 87,3 % des exportations pakistanaïses vers l'UE bénéficient ainsi du régime préférentiel SPG+. Les exportations pakistanaïses à destination de l'UE ont fortement progressé suite à la mise en place du SPG+, notamment les trois premières années (+37,5 % entre 2013 et 2016). Elles s'affichent à 6,7 Mds EUR en 2018 (+8,6 % par rapport à leur niveau de 2016), ce qui fait de l'UE le premier marché d'exportation du Pakistan (32,1 % des exportations contre seulement 15,6 % pour les Etats-Unis qui constituent le second marché). Par ailleurs, le Pakistan enregistre un excédent commercial avec l'UE (1,2 Mds USD en 2018).

- **Les transferts d'expatriés enregistrent une légère hausse sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin 2020). Les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 13,3 Mds USD entre juillet 2019 et janvier 2020 (+4,1 % en glissement annuel). Les transferts en provenance d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis affichent une hausse modérée, respectivement à 3,1 Mds USD (22,9 % du total) et à 2,7 Mds USD (20,6 %). Ceux en provenance des Etats-Unis (2,2 Mds USD, 16,7 % du total) et du Royaume-Uni (2,1 Mds USD, 15,4 % du total) enregistrent une progression marquée de respectivement +11 % et +5,7 %. Après les autres pays membres du CCG (Bahreïn, Koweït, Qatar et Oman) qui représentent 9,6 % du total (+4,3 % en g.a.), la Malaisie se classe au cinquième rang des pays à partir desquels les expatriés pakistanaïses ont émis des transferts de fonds (6,9 % du total, +1,6 %).

Cette progression des transferts s'explique notamment par la hausse du nombre d'expatriés pakistanaïses. D'après le bureau de l'émigration pakistanaïse, le nombre de nouveaux expatriés s'est élevé à 625 203 en 2019, en hausse notable par rapport à l'année précédente (+63,5 %). Si l'émigration pakistanaïse demeure sous-estimée faute de moyens nécessaires déployés pour le recensement officiel, la population émigrée s'élèverait autour de 11,1 milliards de personnes en 2019.

- **Les dépenses d'investissement au cours des sept premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin 2020) **ne comptent que pour 26,8 % de l'enveloppe budgétaire annuelle**. Selon des déclarations officielles, les déboursements du gouvernement fédéral ont atteint seulement 188 Mds PKR (1,2 Mds USD) à la fin janvier 2020, en hausse de 35,6 % par rapport à période considérée un an plus tôt. Fixé à 701 Mds PKR (4,5 Mds USD) par la loi de finance 2019/20, le budget annuel alloué au développement des infrastructures (PSDP) a ainsi été consommé à hauteur de seulement 26,8 % entre juin 2019 et janvier 2020.
- **La dette circulaire du secteur de l'énergie poursuit son envolée**. Selon la Direction de l'énergie, la dette circulaire atteignait 990 Mds PKR fin décembre 2019, chiffre auquel il convient d'ajouter 800 Mds PKR de dette logée à PHPL (*Power Holding Private Limited*),



véhicule créé pour lever des fonds auprès des banques commerciales et qui se finance par une redevance intégrée au tarif de l'électricité. A 1 790 Mds PKR (11,6 Mds USD), la dette circulaire s'affiche en hausse de 3,1 % en glissement annuel et équivaut désormais à 4,6 % du PIB.

- **Moody's maintien ses perspectives relatives au système bancaire pakistanais à stables.** L'agence a confirmé la note B3 et les perspectives associées à stables (la dernière modification de négatives à stables date de décembre 2019). Cette notation se base sur les cinq banques les plus importantes du pays (Allied Bank Ltd, Habib Bank Ltd, MCB Bank, National Bank of Pakistan et United Bank Ltd).

Si les conditions d'opérations des banques pakistanaises sont en amélioration, elles demeureront difficiles selon l'agence. La stabilité des dépôts (69 % des actifs, l'agence prévoyant une hausse de 12 % cette année) et l'importante liquidité constituent les principaux points forts du système. La stabilisation du taux de change depuis juin 2019 et la baisse attendue du taux directeur de la Banque centrale au cours des prochains mois devraient également soutenir le développement de l'activité économique. Les capacités de prêts des banques devraient être mobilisées pour répondre aux importants besoins de financements de l'Etat, au détriment du secteur privé. L'agence souligne notamment la forte exposition des banques aux titres d'Etat (40 % des actifs, dont 64 % de bons du Trésor). D'après Moody's, les prêts non productifs – qui représentaient 8,8 % des prêts totaux en septembre 2019 – devraient augmenter en raison des taux d'intérêts élevés et des perturbations des opérations étrangères des banques. Les bénéficiaires connaîtront une croissance soutenue au cours des prochains 12 à 18 mois, et ce même si la croissance du PIB sera faible.

- **L'AFD octroie un don de 0,5 MEUR dans le secteur de l'énergie.** Le financement accordé d'un montant de 500 000 EUR est destiné à financer l'assistance technique pour le renforcement des capacités de l'office privé de l'énergie et des infrastructures (*Private Power and Infrastructure Board – PPIB*).

## SRI LANKA

- **Visite du Premier ministre en Inde.** Le Premier ministre, Mahinda Rajapaksa, a effectué sa première visite à l'étranger, en Inde, depuis qu'il est à son poste. Pour rappel, cette visite fait suite à celle du Président Gotabaya Rajapaksa, venu en Inde à la fin novembre 2019, soit peu après son élection. Lors de cette visite, Mahinda Rajapaksa s'est notamment entretenu avec le Président Indien, Ram Nath Kovind et son Premier Ministre, Narendra Modi. Ces échanges ont porté sur la sécurité régionale, le terrorisme, la réconciliation nationale et sur l'approfondissement des relations économiques.

Le Premier ministre a souligné les rapports étroits entre l'Inde et le Sri Lanka. L'Inde est le second partenaire commercial du pays (14,7% des échanges totaux) après l'UE. En 2018, Sri Lanka a exporté pour 767,5 M USD de marchandises vers l'Inde, soit 6,5% du total de ses exportations. Les importations de produits indiens s'élevaient à 4,2 Mds USD, soit 19% du total des marchandises achetées à l'étranger. Les deux pays sont liés par un accord de libre-échange (ISFTA), entré en vigueur en 2000. Les autorités sri-lankaises ont par ailleurs demandé à l'Inde un moratoire de trois ans sur tous les remboursements de prêts. Selon le FMI, l'Inde détient



2,6% du montant total de la dette externe publique sri lankaise. En novembre dernier, une ligne aérienne directe a été ouverte entre le sud de l'Inde (Chennai) et le nord de l'île (Jaffna).

- Mission d'évaluation économique du FMI.** Une équipe du FMI a séjourné à Sri Lanka du 29 janvier au 7 février pour rencontrer les nouvelles autorités et étudier la situation économique du pays. L'institution estime que l'économie sri lankaise a progressé de 2,6% en 2019 et prévoit une croissance de 3,7% pour 2020. La reprise du tourisme devrait, sous réserve que les effets du coronavirus n'aient pas un impact trop négatif, permettre de soutenir la reprise économique. L'inflation devrait rester autour de 4,5% en 2020, en ligne avec les objectifs de la Banque centrale. Concernant le déficit public, celui-ci est estimé à -6,2% pour 2019 et devrait atteindre -7,9% en 2020. Cette dégradation des finances publiques s'expliquerait par les baisses sensibles de taxes décidées par le nouveau gouvernement en décembre dernier.

Le FMI recommande au nouveau gouvernement de poursuivre les efforts de consolidation fiscale et d'accroître les réserves de change pour faire face aux échéances de remboursement de la dette publique et assurer la stabilité des fondamentaux macroéconomiques. La délégation du FMI suggère que les limites sur les taux d'intérêts ainsi que le moratoire instauré sur le remboursement des prêts par les PME ne doivent être que des mesures temporaires, afin de ne pas fragiliser le système financier. Les équipes du Fonds appelle à l'adoption du projet de loi *Central Bank Law* visant à renforcer l'indépendance et la gouvernance de la Banque centrale. De manière plus générale, le FMI recommande aux autorités d'entreprendre des réformes structurelles en vue d'améliorer le climat des affaires, d'accentuer l'ouverture de l'économie, de répondre aux enjeux du changement climatique et d'accroître la participation des femmes au marché du travail.

#### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, J. Deur et H. Lafond.

Version du 14/02/2020